

Faits saillants

- **L'insécurité rendant difficile l'accès aux champs, le taux de malnutrition grimpe dans la Zone de santé de Gety.**
- **Les résidents d'Aveba pâtissent des affrontements entre les FARDC et la FRPI.**
- **Plus de 30 civils enlevés par des présumés éléments de LRA en décembre dans le Bas-Uele.**

Contexte général

- D'après une enquête nutritionnelle, effectuée en octobre dernier par le Programme national nutritionnel (PRONANUT) dans la Zone de santé de Gety, des taux de malnutrition dépassant les seuils d'urgence sont enregistrés depuis plusieurs mois à Gety. Ainsi, le taux de malnutrition aiguë globale s'élève à 12,1%, alors qu'il est fixé à 10 % à l'échelle nationale. La malnutrition aiguë sévère est de 3,5 % pendant qu'au niveau national le taux est de 2 % et la malnutrition aiguë modérée est à 8,6%. Par ailleurs, l'ONGI COOPI poursuit ses activités dans le cadre de la nutrition au profit notamment des enfants de moins de cinq ans dans 13 des 16 aires de santé à Gety et Boga. Cette situation s'explique par l'insécurité récurrente qui règne dans le sud du Territoire d'Irumu (District de l'Ituri). Selon des autorités locales, la population vit présentement dans la psychose dans la région de Gety (Territoire d'Irumu, en District de l'Ituri) en raison de l'insécurité qui prévaut toujours dans les périphéries de Gety. Des présumés miliciens réfractaires au désarmement, retranchés dans les brousses, s'infiltreraient dans la cité de Gety (60 km au sud de Bunia), pendant la nuit, en dépit de la forte présence des éléments des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC). De plus, ces hommes armés commettraient des pillages et autres exactions sur les civils. La présence de ces présumés éléments de FRPI aux alentours de Gety, Aveba et autres localités, où l'on enregistre un retour timide de population à Aveba, Bavi, Tchekele et Gety, restreint l'accès de la population aux champs. Cette situation fait planer la menace d'une crise alimentaire dans cette région qui en a déjà connu à maintes reprises du fait de l'insécurité chronique. L'imminence d'une éventuelle opération militaire contre les miliciens pousse déjà certaines personnes retournées à se déplacer de nouveau, abandonnant leurs champs et autres activités génératrices de revenus. L'instabilité récurrente dans le sud Irumu empêche la relance des activités de résilience dans une région en proie à des conflits armés depuis près de 15 ans.
- Des présumés combattants de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) ont enlevé 33 civils en décembre dernier dans le Bas-Uele, particulièrement dans les villages de Gwane (70 km N de Ango) et Digba (45 Km N de Ango). Alors qu'en novembre, ils avaient enlevé huit personnes, selon les membres de la communauté humanitaire des deux districts des Uele, qui ont noté un regain d'activisme de ces combattants.

Mouvement de population

- Près de 90 000 personnes se sont nouvellement déplacées entre octobre et décembre 2014 à travers la province, selon la Commission de mouvement de population (CMP). Ceci est la conséquence de l'activisme des miliciens de FRPI dans le sud Irumu, des éléments armés du défunt Morgan à Mambasa (Ituri) et des présumés combattants de LRA dans les deux districts des Uele. Les exactions de présumés miliciens d'ADF sur les civils dans le Nord-Kivu ont également entraîné un afflux de personnes déplacées internes en Ituri. Ainsi, en termes de statistiques de personnes déplacées internes (PDI) la province est passée de 467 515 à 543 734 au dernier trimestre 2014, soit une augmentation de 16 %.

Besoins et réponses humanitaires

Multisecteur

- Une mission inter agence, constituée du Bureau de la Coordination des Nations Unies pour les affaires humanitaire (OCHA), du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'ONGI COOPI, s'est rendue le 26 janvier à Gety pour avoir la photographie de la situation humanitaire et sécuritaire. Au cours de la réunion avec les autorités locales, la mission a tenu à rappeler le principe de neutralité qui guide les acteurs humanitaires lors de leurs interventions. La communauté humanitaire a encouragé les autorités à passer ce message à la communauté afin d'éviter tout malentendu et améliorer la perception de l'image des acteurs humanitaires auprès des bénéficiaires. De plus, en dépit de l'insécurité, la communauté humanitaire a

réaffirmé son engagement à poursuivre la réponse humanitaire dans les localités encore accessibles, où se trouvent les populations dans le besoin.

Besoins non couverts et alertes précoce

- A l'exception des ONG Médecins Sans Frontières (MSF) et MEDAIR intervenant dans la région de Gety dans le secteur de la santé, COOPI dans la nutrition et Samaritan's Purse en sécurité alimentaire au profit de 4 000 ménages bénéficiaires (environ 20 000 personnes), MSF a appelé les autres acteurs humanitaires à se positionner davantage dans la région, confrontée à d'autres besoins entre autres les secteurs d'abris, articles ménagers essentiels, éducation, eau, hygiène et assainissement, vivres. Pour rappel, les organisations humanitaires assistent déjà plus de 200 000 personnes dans le sud Irumu depuis le mois d'août 2013, grâce aux multiples financements des bailleurs. Si la situation venait à durer, la communauté humanitaire pourrait appeler à une mobilisation des ressources financières additionnelles pour faire face aux besoins des populations du sud Irumu.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, giuliano@un.org, tél. +243 99 590 13 58

Bertrand Médard Gailemas, Public Information Officer, OCHA Bunia, gailemasb@un.org, tél. +243 81 988 9191

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 81 706 1310

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net